

DE LA DÉMOCRATIE

ET

DES PÉRILS DE LA SOCIÉTÉ,

PAR M. LAURENTIE.

M. Laurentie est un écrivain peu connu en dehors du petit monde pour lequel il écrit ; malgré des titres littéraires, déjà anciens, assez nombreux, sinon très-remarquables, son nom résonne comme un nom nouveau ; toutefois, il n'est pas sans autorité, sans considération. Rédacteur en chef du journal *l'Union*, placé au centre des opinions légitimistes, qu'il sert de sa plume, en même temps qu'il aspire à être leur guide, il nous a paru utile de rechercher, dans son dernier écrit, la vraie et secrète pensée des hommes qui, au milieu de nous, tenant encore pour la monarchie du *vieux droit*, ne se lassent pas de crier, depuis soixante ans, à notre société : En dehors de la monarchie légitime, point de salut, point de salut pour la propriété, point de salut pour la famille, pour l'ordre comme pour la religion !

Il semble que les religions positives ont seules le droit de parler ainsi ; mais ça été la force, et nous pouvons ajouter l'honneur des théoriciens de la légitimité, d'avoir élevé leurs doctrines à la hauteur d'un dogme, et d'avoir fait de la loi politique une véritable annexe de la loi religieuse. Leur philosophie historique consiste à faire intervenir la royauté dans l'histoire de France, à la façon de Jéhovah, dans l'histoire du peuple hébreu. Les révolutions et les maux qu'elles engendrent ne sont plus, dans leur système, que le châtement que la Providence nous inflige pour avoir abandonné le pouvoir établi par elle. Aujourd'hui, dans l'exil, à Froshdorff, le comte de Chambord peut s'écrier, comme Salomon sur son trône : « Le Roi parle avec l'Empire, et nul ne peut lui dire : Pourquoi le faites-vous ? »

C'est donc tout simplement un mystère que les légitimistes posent dans la sphère politique comme dans la sphère religieuse, et c'est devant ce mystère qu'ils veulent nous amener à faire amende honorable. Ne parlez donc plus d'exposer les urnes électorales sur la place publique et de hanter le forum ; déchirez vos bulletins ; M. Laurentie est là pour vous affirmer « que le pouvoir suppose de soi un principe que le suffrage ne peut jamais suppléer. »

Déjà il est visible que M. Laurentie n'appartient pas à la petite église dont M. de Genoude a été le chef le plus célèbre, et qui s'était donné pour mission de rationaliser la doctrine légitimiste, comme certains philosophes ont entrepris, de notre temps, de rationaliser le catholicisme. Peu s'en est fallu que les écrivains qui voulaient identifier la raison avec l'Évangile, n'aient été déclarés hérétiques ; peu s'en faut également que les héritiers de M. de Genoude ne soient anathématisés. Les orthodoxes du parti s'en méfient, et, à vrai dire, ce n'est pas sans quelques motifs. La devise : *Droit national* est bien près, au fond, de ressembler à ce principe : droit du peuple, si toutefois elle n'est, comme on l'a prétendu, une pure supercherie grammaticale, le fallacieux synonyme de *droit divin*, en un mot une mystification.

Pour mon compte, je préfère de beaucoup la grande théorie théocratique, telle que l'ont exposée les chefs de cette école, Bossuet, de Maistre, de Bonald, au prétendu rationalisme politique de M. de Genoude ; et je loue M. Laurentie de se rattacher franchement à la première. La filiation de cette théorie avec le catholicisme est authentique ; je sais de suite ce que vaut à ses yeux la liberté et de quelle manière elle dénoue tous les problèmes qui pressent l'homme ; je puis la rejeter, mais elle a ce mérite, comme système humain, d'offrir une solution divine, et je me souviens de cette belle pensée de Marc-Aurèle qui est la condamnation de plus d'un système, de plus d'une théorie : « Tu ne feras rien de bien dans les choses humaines si tu oublies les rapports qu'elles ont avec Dieu, ni rien de bien dans les choses divines si tu oublies leur liaison avec la société. »

Or, la théorie légitimiste repose tout entière sur cette donnée empruntée au catholicisme que la liberté dans l'homme n'est que vanité et affliction d'esprit, qu'elle est absolument incapable de produire le bien par elle-même, qu'elle aboutit infailliblement à l'antagonisme, à la division, à la guerre, et, finalement, à l'état sauvage ; que doublement impuissante dans l'ordre philosophique comme dans l'ordre politique, elle ne peut pas plus inventer la vérité qu'établir le pouvoir ; d'où il suit que la liberté inclinant naturellement au mal, il a été nécessaire

qu'elle fut redressée par l'intervention surnaturelle du Christ, et il est nécessaire qu'elle soit chaque jour secourue par cette intervention devenue permanente qui s'appelle *la grâce* ; d'où il suit encore que toute liberté a besoin non seulement d'un lien religieux, mais encore d'un lien politique extérieur et indépendant qui la relie aux autres libertés, et ce lien est le pouvoir établi par Dieu, et les rois appelés à diriger les nations, à rendre leur liberté féconde, sont véritablement les *Christs* des nations, comme Bossuet les a d'ailleurs appelés.

Écoutez maintenant M. Laurentie ; dans chacune de ses paroles va se refléter la théorie que nous venons d'esquisser :

« L'homme depuis trois siècles a prononcé qu'il était lui-même sa règle, son autorité, sa divinité. »

« Voilà le mal en son principe. »

« L'homme est devenu l'ennemi de l'homme. Les êtres intelligents étant égaux au même titre, il n'est resté entr'eux ni subordination ni loi fixe, de-là une immense discorde. La morale n'a plus de base, les devoirs plus de sanctions. »

« Cette loi d'affranchissement absolu de la raison personnelle, cette vaste émancipation de la conscience a fait de l'humanité un amas désordonné, quelque chose de semblable à la désolation de la terre dont parle l'historien des origines sacrées, si ce n'est qu'au commencement *l'esprit de Dieu était porté sur les eaux*, et présentement l'esprit de Dieu s'est retiré. Le chaos reste avec ses stérilités : *terra sterilis et vacua*. »

Sous le coup de ce violent réquisitoire, l'homme moderne courbera-t-il la tête ? frappera-t-il sa poitrine comme un coupable ? non, il ne se mettra pas à genoux, soyez en sûr ; s'il se frappe la poitrine, ce sera pour s'affirmer de nouveau, pour affirmer sa liberté, sa souveraineté. Criez maintenant au délire de l'orgueil, faites honte à ce vermisseau de sa faiblesse et de sa nudité, prodiguez la raillerie à ses rêves, à son ambition ; comme autrefois Gallilée frappant du pied la terre s'écriait : elle tourne ; l'homme s'écrie aujourd'hui : le monde m'obéit.

M. Laurentie peut dire : *habemus confitentem reum*. Oui ; ce siècle qu'il a traduit à la barre fera l'aveu de son crime : il veut le développement intégral de la liberté, il la prend pour point de départ universel de tout ordre.

Les pouvoirs qui ont successivement appartenu aux castes, aux monarches, aux patriciens, aux oligarchies, quelles qu'elles soient, il les confère à l'individu. Toute la Révolution est là. La Révolution

et la philosophie qui l'a préparée n'ont pas d'autre terme ; si le mouvement des trois derniers siècles ne signifie pas : émancipation, développement de l'individu sous toutes les faces, la Révolution ne signifie rien ; sa parole, son dogmatisme, son tonnerre n'est plus qu'un vain bruit, le bruit d'une cymbale retentissante. Le plus court est de s'en moquer.

Et que vouliez-vous que fit l'homme ? Vous proclamez bien haut que toute force morale et antérieure aux lois de convention a été abolie : autorité dans la religion, autorité dans la morale, autorité dans la politique, autorité dans les rapports des hommes entr'eux, autorité de l'expérience et des souvenirs, autorité des traditions et des coutumes, autorité des affections et des lois, tout a été livré à la risée des hommes.

Au milieu de cet écroulement universel des choses, l'homme devait-il s'abolir lui-même ? Pour se sauver de ce déluge que vous prenez plaisir à exagérer, il s'est fait une arche de la liberté ; avec quoi l'aurait-il construite, je vous prie, si ce n'est avec ce qui est indestructible, avec ce qui est éternel ?

A toutes les époques de renouvellement, l'homme a eu besoin de s'appuyer sur lui-même, de gagner, pour ainsi parler, au milieu des orages et à travers les flots et les abîmes, le roc insubmersible de la liberté. Qu'est-ce que le stoïcisme, si non l'homme, essayant, dans un suprême effort, de supporter, en se roidissant, le ciel du polythéisme croulant en ruines ? Mais le stoïcisme, c'est la liberté passive, résistante, ce n'est pas la liberté moderne active, se substituant ou, tout au moins, venant en aide aux forces qui ont régi le monde et qui, toutes seules, ne suffisent plus à le régir aujourd'hui, de l'aveu de tous.

J'admire autant que personne le beau spectacle d'une société dont le mouvement est régulier, la hiérarchie bien assise ; toutefois, je réserve les droits de la justice, les droits des malheureux, les droits de l'avenir ; mais quand le double lien religieux et politique qui maintenait cette société est tombé en poussière, quand l'esprit qui habitait en elle s'en est allé, l'idée ne me vient pas de ressusciter ce lien, de rappeler cet esprit ; je sais très-bien qu'il y aurait folie à le tenter : aux dieux qui s'en vont on ne crie pas : revenez. On leur dit : fuyez.

On me comprendrait mal si on s'imaginait que j'anathématise tout ce que le passé nous a légué ; non, ce qu'il a de bon, la société le gardera précieusement ; il n'y a pas, depuis le commencement du monde, une idée utile, une idée vraie qui se soit perdue ; si les idées vraies pouvaient mourir, le progrès n'existerait pas ; l'humanité n'en soupçonnerait pas même la notion.

La question est maintenant de savoir si, le principe d'autorité n'étant plus hors de l'homme, mais en lui-même, c'est l'état sauvage, l'antagonisme social qui sortira de la révolution, comme M. Laurentie l'affirme. A l'en croire, l'autorité extérieure, constituée en vertu de lois primitives, est seule efficace à rapprocher l'homme de l'homme. Qu'elle disparaisse, la guerre éclate aussitôt ; *homo homini lupus*. Un seul droit prévaut, la force, l'horrible force.

Avons-nous besoin de dire que contre une telle doctrine la conscience et les faits protestent ?

Étudiez dans la psychologie et dans l'histoire le développement, ou plutôt ce qu'on pourrait appeler la formation successive de l'homme, et vous verrez qu'il ne peut grandir qu'à la condition de se rapprocher des autres hommes ; il n'y a pas un progrès individuel qui ne se résolve en progrès général ; l'unité ne se forme que par le développement des individualités qui, à force de s'étendre, s'engrènent les uns dans les autres. Et cela est vrai dans l'ordre spirituel comme dans l'ordre matériel. Tant vaut l'individualité, tant vaut l'unité. Comment l'individu croît-il en forces ? en ajoutant la force des autres à la sienne propre, et pas autrement. Donc le développement de l'individu, loin de supposer l'éparpillement, le morcellement, l'antagonisme, suppose, au contraire, des rapports plus étroits, une vie solidaire.

Voulez-vous de tout ceci une démonstration encore plus claire ? Prenons les droits que la Révolution a revendiqués et qu'elle a fini par conquérir, et cherchons-en la signification. A quoi se réduit le droit de suffrage ? à donner à l'individu le pouvoir d'influer sur l'état social dans lequel il est placé ? le droit de publier sa pensée ? à modifier le milieu intellectuel où il vit ? le droit de s'associer, à multiplier sa force et sa vie par la vie et la force de tous ceux avec lesquels il s'associe. Pas de droit, si individuel qu'on le prétende, qui, en dernier résultat, ne s'exerce pour le compte de l'unité. La liberté aboutit forcément à la solidarité.

Ce sentiment tout nouveau et si profond de notre temps, ce sentiment qui nous avertit que notre vie, notre cœur, notre esprit, nos biens, quels qu'ils soient, sont liés à la vie et aux biens des autres, ce sentiment est né de la liberté ; en même temps que ma liberté étend sa circonférence, elle comprend que la liberté des autres envahit la sienne. Loin de s'en plaindre, elle s'en applaudit. Voltaire, ce type de l'individualisme le plus entier, a écrit ces lignes où éclate magnifiquement le sentiment que nous signalons : « si quelqu'un, dans la voie lactée, voit un indigent estropié, s'il peut le sauver, et s'il ne le fait pas, il est coupable envers tous les globes. »

Chacun de nous ne vit plus seulement d'une vie purement individuelle, mais d'une vie générale aussi réelle que l'autre ; nous ne sommes étrangers à rien de ce qui se passe en Europe et ailleurs ; les luttes de tribune, les péripéties politiques, le drame extérieur nous passionnent comme si chacun de nous en était l'acteur ou le héros. Nous sommes présents partout. De partout nous arrive le mouvement et l'impulsion, en sorte que chaque homme peut vraiment compter aux battements de son propre cœur les pulsations de la vie de tous.

Qu'en dit M. Laurentie ; Est-ce là l'isolement, l'éparpillement, l'antagonisme ? Est-ce que cette vie générale, ce travail moral commun, résultat du progrès démocratique, de l'expansion individuelle, de la liberté, supposent qu'il n'y a plus ni principes, ni justice, ni morale, ni devoirs, ni droits ? Parce que chacun tire du fond de sa conscience ses principes de conduite privée et politique, les notions de justice, de morale et de devoirs, est-ce à dire que ces notions ne sont pas identiques dans chaque individu ? Est-ce que Dieu n'a pas écrit le même texte dans tous les cœurs ?

Le reproche de conduire l'homme à l'isolement peut à meilleur droit s'adresser à l'école de M. Laurentie. Son dernier mot, en effet, ce mot qu'elle laisse de temps à autre échapper, sans le vouloir, c'est précisément de supprimer cette vie générale dont nous parlons, en supprimant la tribune, la presse, la discussion et la propagande sous toutes les formes ; la faveur très-grande de voter l'impôt tous les cinq ans, n'est-ce pas le *summum jus* qu'elle réserve à la nation ? n'en est-on pas convenu dans de récentes discussions malheureusement trop peu remarquées ; où rencontre-t-on aujourd'hui les plus amères railleries contre l'impuissance parlementaire ? dans les journaux qui servent la même cause que M. Laurentie. Se figure-t-on bien, cependant, l'effroi dont serait saisie la France, si, par un beau matin, ses livres, ses journaux, ses tribunes, ce qui est sa parole, son verbe même, lui étaient tout-à-coup enlevés. Ce serait au point de vue moral un isolement dont nous n'avons pas idée. Chaque esprit en serait réduit à ses propres forces. Nous serions une nation sourde et muette, un peuple tombé du jour au lendemain dans l'hébètement, la dérision du monde.

Le développement de l'individu, c'est-à-dire de la liberté, tel que nous avons cherché à le faire comprendre, tel que la Révolution l'explique, n'implique point l'abandon ou le rejet d'aucune des conquêtes morales du Christianisme. La Démocratie, elle aussi, ne vient pas détruire la loi, mais la confirmer. Ainsi, le travail intérieur, ce travail de perfection morale, enseigné par le Christianisme, nous est plus que ja-

mais nécessaire. De la perfectibilité individuelle découle la perfectibilité sociale. Cette lampe que le Christianisme a mise dans nos mains, et aux lueurs de laquelle il nous recommande de visiter les recoins de notre âme, il ne faut pas la laisser s'éteindre. C'est un mal que la lampe soit souvent mal protégée, c'est un danger que les ombres vacillent autour de nous, et que trop d'activité extérieure nuise au recueillement intérieur ; du recueillement, du retour sur soi, naissent les volontés fortes, la grandeur qui est sûre d'elle-même, la conviction de sa destinée. Le Christianisme a donné à l'individu son point de départ, et créé, pour ainsi dire, le noyau de la liberté. Grâce à lui, la liberté peut se dilater, sans craindre de se perdre dans le vide, de s'évaporer dans ses propres ambitions. Si hautes que soient les branches, si lourds que soient les fruits, l'arbre a maintenant de trop solides racines pour être entraîné par le poids des branches et des fruits !

On voit maintenant ce qu'il faut penser de cette accusation tant répétée contre la liberté, d'aboutir à la haine, à la discorde, au fractionnement de la société, tandis qu'elle est, en réalité, la mère nécessaire, féconde, de toute unité sociale ; même alors qu'elle brandit le glaive, qu'elle se rue contre les obstacles, c'est toujours, au fond, l'unité qu'elle poursuit. Nous ne sommes *broyés*, selon l'expression de de Maistre, que pour être *mêlés*.

Nous ajouterons que, si depuis 89 la liberté a parlé haut dans le monde, c'est qu'elle a eu conscience de son émancipation préparée par dix-huit siècles de Christianisme. De même que l'enfant à la mamelle ne songe guère à demander à sa mère de couper les lisières qui l'aident à marcher, de même la liberté, tant qu'elle a besoin d'une tutelle pour grandir, ne demande pas à marcher seule. Les nations mineures acceptent la liberté comme une concession, comme un octroi, comme *effet* ; plus tard elles la prennent comme *droit*, comme *cause*. C'est avec ce *droit* et cette *cause* que le monde moderne sera édifié.

Il faut en prendre son parti et s'efforcer de construire le monde nouveau avec ce qui est réel, avec ce que nous avons de meilleur et de plus fort en nous-mêmes, et non pas avec ce qu'il y a de plus stérile au monde, avec des regrets ; semer des regrets sur des ruines n'est-ce pas la grande occupation des théoriciens du passé ? « On ne supprimera pas plus la Démocratie dans la société que la liberté dans le Gouvernement. » C'est M. Guizot qui l'a écrit en 1849 : « Ce mouvement immense, ajoute-il, qui pénètre et fermente partout au sens des nations, qui va provoquant sans cesse toutes les classes, tous les hommes, à penser, à désirer, à prétendre, à agir, à se déployer en

tous sens, ce mouvement ne sera point étouffé. » Il est toute la Révolution.

A quoi sert de se lamenter et de s'écrier chaque jour : « le respect de l'autorité se perd ! l'influence du principe de l'autorité décroît ! » — Qu'importe, si le respect de la liberté pour elle-même augmente ? Est-il donc possible que la liberté se développe, sans que l'autorité extérieure diminue ? Demander beaucoup d'autorité et beaucoup de liberté, c'est contradictoire, c'est absurde. Est-ce que la liberté *permise, autorisée* est de la vraie liberté, de la liberté conforme à notre nature, à la dignité humaine. Quel idéal vous faites-vous donc de l'homme et de sa destinée, pour le penser, et surtout pour le dire ?

M. Laurentie accumule bien d'autres reproches contre la liberté et la Démocratie : reproche d'être livrées au hasard, à la force du nombre, reproche de matérialisme, etc., etc. La place nous manque pour y répondre. Toutefois, en finissant, nous lui demanderons s'il y a une théorie qui fasse une plus grande place au hasard que celle de l'hérédité où le sort des empires dépend uniquement de la naissance du prince, lequel prince, en premier lieu, peut ne pas naître, et, en second lieu, naître idiot ? Quelle théorie, en outre, sacrifie plus au matérialisme que la théorie légitimiste, d'après laquelle la constitution de la France étant monarchique, nous ne pouvons que vivre en monarchie ? N'est-ce pas là une sorte de fatalité physiologique très-matérialiste ?

J. TISSEUR.